

L'industrie pour redresser le pays



La crise sanitaire liée au Covid-19 a mis en évidence l'incapacité du développement capitaliste à répondre à l'intérêt général. En période de confinement, ce n'est pas la bourse qui fait tourner l'économie mais bien les travailleurs et travailleuses.

La situation révèle une crise de civilisation profonde. Les méfaits désastreux de décennies de libéralisme ont fragilisé nos services publics et notre industrie, et par conséquent notre capacité d'action face à la crise sanitaire.

La France, 6^e puissance mondiale, s'est retrouvée démunie de biens industriels essentiels pour faire face à la pandémie. Depuis de nombreuses années, des activités industrielles sont stoppées, délocalisées, si bien qu'aujourd'hui la France importe 60 % des produits consommés. Deux millions d'emplois ont été perdus et la place de l'industrie a été divisée par deux dans le produit intérieur brut (PIB).

Les grands groupes profitent de cette crise pour accentuer leur politique de délocalisation, y compris sur les emplois d'ingénierie et de recherche. Les grandes richesses se sont accrues, il devient donc urgent de remettre en cause la logique qui justifie les dividendes ayant pour contrepartie la faiblesse des salaires, la baisse des effectifs, de la recherche-développement, de l'investissement productif. Ces mêmes logiques qui ont comme conséquences, en particulier, les politiques d'externalisation des activités menées depuis plus de vingt ans, jusqu'à en perdre leurs maîtrises. Les aides publiques ne peuvent pas être allouées sans conditionnalité.

Pour reconquérir l'industrie, il est urgent d'augmenter les salaires et de réduire le temps de travail à 32 heures. Salarié-e-s de l'industrie, par le travail produit, vous avez assuré la continuité des activités. C'est vous qui connaissez le mieux votre travail. Ne laissez pas l'avenir de vos emplois entre les mains de ceux qui pensent d'abord aux profits immédiats avant de penser à l'intérêt général.

D'autres choix s'imposent, portons-les ensemble, c'est possible !

Pour la CGT, il faut une rupture avec les politiques industrielles décidées jusqu'à présent. Compétitivité, profitabilité, flexibilité, précarité doivent laisser place au progrès social, à la souveraineté et aux enjeux environnementaux. Il est incontournable de repenser nos modes de consommation et de production tout en ayant une maîtrise publique des secteurs industriels stratégiques et en exigeant une autre répartition de la richesse produite.

Il est indispensable de réindustrialiser notre pays en travaillant sur la relocalisation des productions, et en développant les coopérations européennes et internationales dans tous les secteurs de l'industrie. Cela permettrait de stopper l'hémorragie du chômage de masse en créant 3 à 4 millions d'emplois. Mais aussi, de lutter durablement contre le réchauffement climatique, quand on sait que 35 % des gaz à effet de serre sont induits par l'importation des produits manufacturiers en France et que notre empreinte carbone représente 1,7 fois nos émissions de gaz à effet de serre !

La CGT, avec les fédérations des secteurs industriels, se mobilise pour une campagne de l'industrie. Conférence de presse, actions en territoires se dérouleront pour alerter et faire des propositions pour l'avenir de l'industrie, les grandes entreprises en réseau, le financement, les emplois, la formation, les qualifications et les droits d'intervention des salariés dans les entreprises.

FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Dans un monde où la moitié des habitants vivent dans des zones urbaines (80 % en France), la FNIC-CGT considère que la réponse aux besoins passe par un développement de l'industrie aux plus près des lieux de consommation, avec des grands secteurs sous le contrôle des travailleurs et des collectivités locales ou nationalisés : pétrole, industrie pharmaceutique et activités de santé connexes, chimie, caoutchouc, plasturgie, etc.

En France, plus de la moitié des produits pétroliers consommés sont importés depuis des lieux de production où les normes sociales et environnementales sont au plus bas. Il est urgent de réimplanter en France une industrie du pétrole qui corresponde aux besoins, et notamment à Grandpuits (77) où l'activité de raffinage doit être maintenue. Le développement d'énergies alternatives doit également être assuré, comme l'hydrogène.

L'industrie pharmaceutique est elle aussi dans un état catastrophique. L'incapacité de Sanofi à développer un vaccin anti-Covid, ainsi que les nombreuses ruptures en médicament, dont le paracétamol n'est qu'un exemple, sont des échecs cuisants du choix de laisser ce secteur à la rapacité des actionnaires.

FÉDÉRATION DES CHEMINOTS

Même si certaines décisions politiques spécifiques (dérégulation, privatisation) ont aggravé la situation, le transport ferroviaire est directement dépendant de l'activité économique et notamment de la production industrielle. Depuis 2001, 15 000 emplois ont été supprimés dans le transport de marchandises (soit 75 % des effectifs). La baisse d'activité provoque un cercle vicieux de baisse de commandes à l'industrie ferroviaire (moins de locomotives et de wagons commandés) donc une perte d'emplois et de compétences dans toute la filière. Le transport de voyageurs et l'entretien des infrastructures ne sont pas en reste avec 20 000 emplois détruits (soit environ 20 % des effectifs).

La CGT lutte pour maintenir l'emploi dans le transport ferroviaire, pour développer le service public, pour répondre aux besoins de transport de la population, mais aussi pour développer un réseau ferroviaire public qui favorise l'aménagement du territoire et le développement industriel.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE

La négociation de branche en cours autour des garanties collectives des métallurgistes devrait être clause avant l'été. Si cette négociation devait avaliser les prétentions patronales, elle constituerait un recul historique sans précédents ! Inacceptable pour la CGT métallurgie.

Sur chacun des sujets, notre fédération a présentée des projets d'accords construits avec les syndiqués, entreprise par entreprise. Ils ont pour but de défendre et de développer l'industrie en apportant aux salariés des droits nouveaux.

Nous ne pouvons plus accepter la délocalisation massive de pans entiers de l'industrie, la fermeture d'activités vitales pour le pays à l'image des fonderies, de la sidérurgie où de la filière énergie. Aucun secteur d'activité n'est aujourd'hui épargné y compris ceux qui pourraient répondre aux besoins immédiats imposés par la crise sanitaire.

Comment ne pas se révolter lorsqu'une entreprise comme LUXFER spécialisée dans la fabrication de bouteille à oxygène reste fermée. Depuis plus d'un an le syndicat CGT de l'entreprise avec les salariés, les structures CGT interprofessionnelles et professionnelles portent un projet industriel qui permettrait un redémarrage de l'activités, le maintient et la création d'emplois.

D'autres alternatives sont possibles a nous de les imposer. Les prochaines semaines et prochains mois doivent être l'occasion d'aller au débat avec nos syndiqués, les salariés pour faire grandir le rapport de force et construire des mobilisations à la hauteur des enjeux auxquelles le pays est aujourd'hui confronté.

FÉDÉRATION DES SALARIÉS DU SECTEUR DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATION

Le besoin de continuité et de fiabilité du réseau téléphonique et d'accès à internet depuis le 1^{er} confinement a replacé les télécommunications comme secteur essentiel. Un secteur issu du service public aujourd'hui sous contrôle des marchés financiers qui conduisent à ce que les choix stratégiques soient soumis à la rentabilité financière immédiate au détriment de l'emploi, de la recherche, de l'investissement dans les infrastructures d'accès en territoire. Ainsi :

- l'entretien du réseau téléphonique historique qui dessert encore 70 % du territoire est assuré au strict minimum, quand il n'est pas abandonné ;
- les objectifs de raccordement du réseau fibre optique restent très en deçà des attentes, particulièrement dans les zones rurales ou les villes moyennes ;
- alors que la France possède 3 usines de fabrication de fibre optique, le recours à la fibre chinoise est une réalité dans nombre d'endroits ;

- le recrutement de main-d'œuvre sans papiers pour raccorder la fibre montre le lien étroit entre la rentabilité financière immédiate qui guide les opérateurs et la précarisation sans fin de l'emploi ;
- la seule usine de fabrication de cartes SIM d'Europe, située en Normandie, est aujourd'hui sous le coup de délocalisations à l'heure de la 5G.

Autant d'exemples qui justifient l'urgence d'une rupture avec la logique financière en cours.

La CGT appelle à la mobilisation des travailleurs du secteur et de la population pour imposer le retour à une logique de service public de la communication, dans laquelle le travail et les investissements auront pour finalité de répondre avant toute chose aux besoins de la population par le recours à l'emploi stable et qualifié.

FÉDÉRATION TEXTILE, HABILLEMENT, CUIR, BLANCHISSERIE

Pour se maintenir et se développer dans le maquis de la mondialisation, nos secteurs industriels du textile, de l'habillement, de la maroquinerie ou des blanchisseries ont fortement évolué ces dernières années. Elles se sont diversifiées, ont monté en gamme, se sont mises aux normes environnementales... Pourtant, de nombreuses marques multinationales ont cassé de nombreuses entreprises, licencié nos salariés, pour une consommation extrême et à très faible coût, engendrant d'énormes profits ! La crise sanitaire confirme la tendance d'une très large majorité de la population, convaincue de la nécessité de relocaliser nos industries, de retrouver un peu d'indépendance et de souveraineté sur notre économie pour consommer différemment. Les masques comme les vêtements en sont d'illustres exemples. C'est pourquoi nous devons repenser nos critères sur nos marchés publics, taxer pour réguler les productions arrivant hors d'Europe qui ne respectent pas nos normes sociales et environnementales, favoriser la traçabilité des productions pour éclairer le consommateur et réorienter les subventions publiques autour de l'investissement et la recherche de nos entreprises pour celles qui s'engagent ensuite à investir sur nos territoires.

FÉDÉRATION NATIONALE AGROALIMENTAIRE ET FORESTIÈRE – FILIÈRE SUCRE

La France doit reconquérir la maîtrise de sa politique sucrière pour garantir sa souveraineté alimentaire et son indépendance nationale. Les savoir-faire des salariés de l'industrie du sucre et les performances des planteurs sont autant d'atouts pour maintenir et développer les potentiels de la filière betterave-sucre. L'État doit refuser la dérive ultralibérale et nationaliser la production sucrière. Il doit à nouveau mettre en œuvre une réglementation qui protège la filière contre la volatilité des cours mondiaux et la spéculation financière. Cette réglementation doit instaurer des quotas attachés aux sucreries afin de stopper les restructurations et maintenir un outil industriel dans toutes les zones de production.

La satisfaction des revendications sociales des salariés des sucreries, raffineries et centres de conditionnement est essentielle, notamment l'augmentation des salaires et le maintien du taux horaire le plus élevé en campagne et intercampagne, la création d'emplois en CDI et la réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire.

FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DE LA CONSTRUCTION, BOIS ET AMEUBLEMENT

« Pas de civilisation sans infrastructures. » Le monde occidental applique cette maxime depuis l'empire romain.

La France fut, jusqu'en 2012, première nation au classement mondial pour la qualité de son réseau routier. Elle figure aujourd'hui au 18^e rang mondial juste derrière les États-Unis.

Le Sénat déclare une inquiétude forte sur l'état de 25000 ponts routiers en France métropolitaine. Faute d'entretien, ces derniers présentent de graves risques structurels. Pour rappel, 43 personnes sont décédées lors de l'effondrement du viaduc de Gênes (Italie) en août 2018.

2,8 millions de logements sont recensés dans l'hexagone comme insalubres, voire en péril imminent pour certains, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît (comme le 5 novembre 2018 à Marseille).

Focaliser la force publique d'investissement pour toujours plus de numérique et de virtuel en délaissant la pierre demeure une gageure. Sans fondation solide, dans tous les sens du terme, aucune aventure humaine collective ne résiste.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION

Que serait une vie sans papier et sans carton ? Au quotidien, ces matériaux issus de la fibre végétale ou du recyclage sont essentiels à nos vies dans bien des domaines.

Pour certains, le papier serait un support d'information et de communication dépassé – les mêmes ou les descendants de ceux qui nous prédisaient la fin de ce dernier lors de la généralisation du minitel dans les foyers.

Les réseaux sociaux et l'information numérique seraient l'avenir de nos sociétés ! Ce qui s'est déroulé Outre-Atlantique devrait faire réfléchir les apprentis sorciers du numérique sur les dérives antidémocratiques de tels basculements !

Le papier est un produit industriel de première nécessité aujourd'hui comme demain : emballage recyclable, support de culture, d'information, d'éducation, d'hygiène, composant de produits complexes dans l'aviation, l'automobile, isolation thermique, étiquettes... La fibre végétale n'a pas fini d'explorer de nouveaux territoires.

L'industrie du papier et du carton ne produit pas ou très peu de CO₂, elle fournit de l'énergie propre issue de son exploitation. Elle participe à la gestion des forêts. Elle permet à un nombre important de travailleurs hors de son champ professionnel de vivre (forestiers, transporteurs, transformateurs, etc.) en amont et aval de la production. Un emploi papetier représente 5 emplois induits.

Ce dont souffre cette industrie d'avenir, c'est d'un manque de stratégie et de planification industrielle de l'État répondant aux besoins de la société d'aujourd'hui comme de demain. Les oligopoles mondiaux de cette industrie privilégient les dividendes à de réelles politiques de développement.

L'industrie papetière est une industrie d'avenir, conjuguant respect de l'environnement et développement économique. Défendons-la comme toutes les industries de notre pays !

IL FAUT UN OUTIL INDUSTRIEL LOCALISÉ POUR ASSURER LA CONCEPTION, LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN DES ÉQUIPEMENTS DONT NOTRE PAYS A BESOIN.

FÉDÉRATION DES TRANSPORTS

Le transport est un maillon dans la chaîne de production industrielle ou agroalimentaire, tant pour l'acheminement des salariés sur leurs lieux de travail que pour les marchandises sur les sites ou les produits manufacturés destinés à la consommation.

Nous devons nous réapproprier les processus industriels avec une prise en compte des normes environnementales et des nouvelles sources d'énergie.

Les biocarburants ou encore l'hydrogène sont des sujets sur lesquels la fédération des transports est concernée. Ils renvoient à des filières où la production et le stockage sont à développer, en lien avec la reconversion de certains bassins industriels aujourd'hui menacés (fermeture des centrales à charbon...).

La valorisation des déchets et la production d'hydrogène s'intègrent dans ces projets industriels où les énergies produites contribueront à alimenter entre autres le chauffage des bâtiments administratifs, ou pourront être de nouvelles sources de carburant pour les véhicules individuels, de transport collectif, de transport routier et de transport de déchets.

Indéniablement, ces nouvelles filières seront dépendantes de la production de véhicules en adéquation avec l'utilisation de ces carburants.

Des expériences concrètes sont déjà mises en œuvre. À titre d'exemple, à Pau, 8 bus articulés utilisant l'hydrogène sont en exploitation, ce qui implique de travailler à une optimisation de sa production et de son stockage.

la fédération des transports s'impliquera dans tout projet contribuant à renforcer et développer notre industrie et ses transports.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

Pour la FNTE, il est évident que nous devons maintenir un outil industriel localisé en France pour assurer la conception, la production et le soutien des équipements dont la défense de notre pays a besoin.

La réponse s'articule autour du pôle public national de défense, animé par un État qui définit des besoins essentiels à la nation et qui veille au maintien sur le territoire national des moyens de recherche, des bureaux d'études, des usines de productions, des moyens du maintien en condition opérationnelle.

Ces moyens peuvent être publics ou privés, la commande publique, le contrôle des exportations guidant leurs orientations stratégiques quoi qu'il en soit.

Les coopérations peuvent être envisagées au niveau européen, mais nous restons très opposés à l'internationalisation du capital des sociétés de ce qu'on appelle la base industrielle et technologique de défense.

Les secteurs essentiels sont ceux que l'on imagine pour les besoins des armées mais aussi tout ce qui a trait à l'acquisition de données, à leur échange, à leur cryptage/décryptage et à leur analyse.

FÉDÉRATION VERRE ET CÉRAMIQUE

Nos secteurs industriels verriers et céramistes sont impactés par les stratégies de désindustrialisation des grands groupes sous l'œil indifférent de l'État.

Chez Verallia, les fonds Apollo et l'État français, actionnaires principaux (via la BPI pour l'État) de ce fleuron industriel, viennent d'annoncer des licenciements en France et l'arrêt d'un four à Cognac. Ces décisions n'ont aucune justification économique ou de marché et vont à contresens de l'intérêt croissant pour le matériau verre, notamment en matière de recyclage à l'infini et de l'ancrage de ses sites de production dans les vignobles français. La France est d'ailleurs le principal marché de ces grands groupes verriers que sont Verallia ou Owens-Illinois.

La même stratégie est menée dans nos secteurs du verre automobile, du transport, alors que l'État français peut jouer un rôle en tant qu'actionnaire mais aussi en tant que stratège dans le développement des différentes formes de mobilité dans nos territoires tout en tenant compte des contraintes écologiques.

Les secteurs de la céramique industrielle, dans les matériaux de construction mais également dans les arts de la table (verre compris), dans l'aéronautique, la défense, la santé, l'énergie, bien que constituant des atouts extraordinaires pour nos filières industrielles, font l'objet d'attaques de la part des fonds financiers qui pillent nos brevets, nos savoir-faire, nos capacités de recherche, de production et nos emplois.

Notre fédération CGT du verre et de la céramique et notre Confédération CGT ont élaboré un plan d'avenir pour mettre en avant les propositions sociales, économiques et écologiques pérennisant nos industries dans nos terroirs et territoires.

Ces propositions, les salariés et la CGT les mettent à la disposition des pouvoirs publics, du patronat, mais encore faut-il qu'ils acceptent d'ouvrir les discussions et sortent pour les uns de la logique du soutien aveugle aux actionnaires et pour les autres des objectifs de rentabilité financière à court terme.

Nous souhaitons que pour chaque entreprise menacée ou non de notre secteur, les puissances publiques concernées (État, région...) interviennent car, de près ou de loin, ces entreprises bénéficient toutes de subventions publiques, d'exonérations de cotisations sociales ou fiscales quand ce n'est pas de la participation directe de l'État dans leurs capitaux (BPI chez Verallia par exemple).

Les puissances publiques doivent donc prendre leurs responsabilités par tous les moyens, en agissant concrètement, en convoquant les acteurs et en étudiant les propositions des uns et des autres avec l'objectif de pérenniser et développer l'industrie verrière et céramiste et ses emplois, sources de créations de richesses dans nos territoires.

LES PUISSANCES PUBLIQUES DOIVENT PRENDRE LEURS RESPONSABILITÉS PAR TOUS LES MOYENS, EN AGISSANT CONCRÈTEMENT, EN CONVOQUANT LES ACTEURS ET EN ÉTUDIANT LES PROPOSITIONS DES UNS ET DES AUTRES AVEC L'OBJECTIF DE PÉRENNISER ET DÉVELOPPER L'INDUSTRIE.

FÉDÉRATION NATIONALE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE

Le secteur énergétique a besoin de se réindustrialiser. Il est nécessaire d'investir dans les différentes filières de production, dans les infrastructures gazières et électriques qui deviennent majeures pour dessiner l'avenir et mettre en œuvre la transition énergétique.

Les critères de choix doivent être fondés sur l'intérêt général, la maîtrise publique, la sécurité d'approvisionnement et de desserte pour atteindre les objectifs de réduction de CO₂. L'hydroélectricité, le nucléaire tout comme le captage et la séquestration de CO₂ contribuent avec les ENR au développement de l'énergie bas carbone et à la réduction de gaz à effet de serre. Au regard des besoins pour la consommation électrique, l'énergie pilotable et réactive des centrales thermiques, nucléaires et hydrauliques est nécessaire.

La France devra développer des nouveaux projets pour les années à venir, comme construire des stations d'énergie par pompage pour l'hydroélectricité et développer la future génération de réacteur ou le démonstrateur Astrid pour le nucléaire. Autre exemple, le captage de CO₂ et le projet de reconversion portés par les travailleurs des centrales de Lucy, Cordemais et de Gardanne. Les filières biogaz, l'hydrogène ou le méthane de synthèse seront des vecteurs et des enjeux majeurs dans la lutte contre le dérèglement climatique. Il sera primordial de maîtriser et gérer la complémentarité des énergies constituant le mix énergétique.

La FNME-CGT, par son programme progressiste de l'énergie, préconise des solutions pour la réindustrialisation de la France. Cela passera inévitablement par l'exigence d'un service public de l'énergie, véritable enjeu de société. L'électricité et le gaz sont des biens de première nécessité, l'énergie notre bien commun !

Avec la CGT exigeons une réindustrialisation de notre pays :

- pour répondre aux besoins sociaux, aux défis environnementaux et reconquérir notre indépendance
- pour des emplois stables, qualifiés, bien rémunérés
- pour une diminution du temps de travail à 32h
- par une planification et une reprise en main des secteurs stratégiques par un Etat stratège
- par la formation, la qualification la recherche et des droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises
- Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts